

XII. — LA CONDUITE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE DE LA GUERRE

L'amiral Mountbatten qui a été récemment nommé vice-roi des Indes, a jadis admis qu'il serait impossible à l'armée néerlandaise de soumettre le peuple indonésien au moyen d'une action militaire sur une grande échelle.

Cela, il l'a admis en 1945, c'est-à-dire à une époque où tout le peuple participa à la lutte.

A la suite de la pression intérieure et extérieure, les troupes britanniques ont été obligées de quitter l'Indonésie le 15 novembre 1946. Aux Etats-Unis, des voix puissantes réclamèrent le retrait des troupes britanniques. On rappela aux Anglais que la tâche de leurs troupes en Indonésie consistait uniquement à désarmer les Japonais et à prendre en charge les Européens internés. Leur tâche n'était pas de mener la guerre contre le peuple indonésien ou de l'opprimer. L'Australie appuya la révolution indonésienne, en instaurant un boycott des navires néerlandais partant pour l'Indonésie. Dans les pays arabes et aux Philippines, il y avait un sentiment de sympathie profonde envers l'Indonésie. Le peuple britannique lui-même, las de la guerre, exigea le retrait de ses troupes. En outre, la résistance aux forces britanniques par les jeunesses indonésiennes avait souvent eu pour résultat que nos jeunes s'emparèrent d'armes. A Sumatra et à Java, les *Gourikha* (4) commencèrent à se rendre en grand nombre. Ce fait surtout, ainsi que la possibilité d'une victoire de la révolution indonésienne, inspira de grandes inquiétudes aux Britanniques. L'impérialisme britannique craignait que la victoire de la révolution indonésienne l'étendrait aux Indes, en Birmanie, en Malaisie et dans d'autres colonies, qui étaient également en train de se libérer. Pour cette raison, les Anglais décidèrent de retirer leurs troupes à la mi-novembre 1946. Mais les troupes néerlandaises qui devaient remplacer les troupes britanniques en Indonésie n'étaient pas encore prêtes.

Sous la pression de ces circonstances — les Anglais devant partir, mais les Hollandais n'étant pas encore prêts — la décision de la République de conclure un armistice fut acceptée par Hollandais et Anglais avec un soupir de soulagement et un sourire de gratitude pour les résultats de leur diplomatie.

Cet armistice eut pour résultat que l'attaque de l'armée et des organisations de combat sur les villes de Batavia, Semarang, Soerabaja, Bandoang, Medan, etc. ne pouvait plus progresser.

Entre temps, les Hollandais se hâtèrent d'envoyer des troupes auxiliaires en Indonésie. Ils y envoyèrent notamment la division dite « du 7 décembre » de sinistre renommée. Tout en renforçant leurs positions militaires et économiques, ils réussirent, ensemble avec les Anglais, à

conclure l'accord de Linggadjadi. Les promesses faites par les Hollandais dans l'accord de Linggadjadi semblaient très attrayantes. Mais il apparut bientôt que l'accord de Linggadjadi pouvait être interprété en sens contraire par les Hollandais afin d'atteindre leurs propres buts, à savoir le rétablissement du régime colonial et la destruction de la République d'Indonésie. Bien que les Hollandais eussent obtenu, grâce à l'accord de Linggadjadi, les pleins pouvoirs dans le domaine économique et la reconnaissance de la souveraineté de la couronne néerlandaise sur la République, ils n'étaient pas encore satisfaits. Ils exigeaient une gendarmerie commune, sur le territoire de la République, comme expression de la reconnaissance de la Couronne néerlandaise par la République. Il était clair que la conception néerlandaise de la « collaboration » ne différait point de la conception défendue jadis par les Japonais sur « la collaboration entre le Japon et l'Indonésie ».

Le gouvernement de la République ne pouvait accepter cette proposition d'une gendarmerie commune sur son territoire. Une telle proposition était en contradiction complète avec la volonté du peuple. Si le gouvernement l'avait acceptée, une grande guerre civile aurait éclaté sans aucun doute dans la République. C'est pourquoi le gouvernement de la République fut obligé, qu'il le voulût ou non, de rejeter la proposition d'une gendarmerie commune. A la suite de ce rejet et du fait que les Néerlandais se sentaient devenus beaucoup plus forts entre temps dans le domaine militaire et économique, ils lancèrent par surprise leur attaque du 21 juillet 1947. La République, qui au cours de toute l'année de négociations avait tout mis sur ces discussions et sur la « construction » en commun avec les Hollandais, se vit trompée dans ses espoirs. Elle perdit l'ouest de l'île de Java, et une partie de l'Est et du Centre de l'île. Les Hollandais se trouvaient actuellement à peine à 30 km. de la ville de Solo. Il ne restait donc pas d'autre solution au gouvernement de la République, trompée et endommagée, que d'accepter la proposition de l'O.N.U. de conclure un armistice et d'approuver la commission des bons offices comme médiatrice. Quand les négociations commencèrent, cette « commission des bons offices » jeta bas le masque et montra sa véritable nature. Elle était composée de représentants de trois pays colonialistes. Il n'était donc pas possible que ceux qui défendent eux-mêmes les principes du colonialisme rejettent le régime colonial d'une autre puissance, les Pays-Bas.

La « commission des bons offices » est l'instrument de l'impérialisme américain, belge et britannique (représenté par l'Australie). Elle utilise les Pays-Bas comme instrument pour servir les intérêts des puissances qui la composent. De leur côté, les Hollandais ont fait tout

(4) Troupes britanniques de provenance hindoue.